

Burundi : la victoire d'Evariste Ndayishimiye reconnue par les ambassadeurs étrangers

Deutsche Welle, 28.05.2020 Les diplomates en place au Burundi "prennent acte" de l'élection d'Evariste Ndayishimiye à la présidence, misant sur une transition pacifique. Les chefs de missions diplomatiques accrédités au Burundi ont pris acte des résultats provisoires des élections générales présidentielles et législatives du 20 mai dernier. Les diplomates reconnaissent ainsi l'élection contestée du candidat du parti au pouvoir, le général Evariste Ndayishimiye à la tête du pays.

Cette déclaration a quelque peu surpris l'opinion burundaise, alors que le contentieux de la dernière élection présidentielle n'a pas encore été vidé.

Comme l'Union africaine ou les Nations unies, ils encouragent tous les acteurs du processus électoral à préserver un climat pacifique. Selon le politologue congolais Jean-Claude Mputu, "le fait même que monsieur Nkurunziza ne soit pas candidat était en soi un soulagement pour tout le monde. Mais pour moi, il ne fait aucun doute que la sous-région va prendre acte et que tout le monde va espérer que le nouveau président puisse apporter des changements positifs dont le peuple Burundais a besoin. Tout le monde verra les premiers mois, comment le nouveau président va se comporter."

Soutien au peuple Burundais Les diplomates ont aussi leur volonté d'accompagner le peuple burundais vers la stabilité, la démocratie et la justice.

C'est le réalisme politique et diplomatique qui a prévalu, explique André Guichaoua, spécialiste de la région des Grands Lacs et professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. "En croire, la communauté internationale ne se prononçant pas à l'avance, peut se donner quelques marges de manœuvre aujourd'hui, et peut-être pour faire pression. À l'échelon régional, il est extrêmement difficile qu'un cadre institutionnel puisse se concerter et émettre un avis qui serait susceptible de peser sur la situation actuelle au Burundi. La situation est difficile. Et toute personne qui prendrait le risque d'attiser les braises pourrait prendre des risques majeurs." La plupart des pays occidentaux avait du bout des lèvres condamné la réélection du président sortant, Pierre Nkurunziza, en 2015. Même si l'Union européenne avait infligé des sanctions économiques et financières au pays qui se sont avérées improductives. La déclaration a été faite par les chefs des missions diplomatiques d'Afrique du Sud, d'Allemagne, de Belgique, du Canada, de Chine, d'Égypte, de France, du Japon, du Kenya, du Nigeria, de l'Ouganda, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suisse, de la Tanzanie, de Turquie, de l'Union européenne, des États-Unis, de la République démocratique du Congo, du Secrétaire d'État adjoint de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et du Président Coordonnateur des Nations unies.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});